

- Les secteurs indonésiens les plus prometteurs pour nos entreprises sont les technologies de télécommunications et d'information, l'énergie (production d'électricité, pétrole et gaz naturel), l'environnement, les forêts, l'exploitation minière, la construction et la santé.
- Les exportations canadiennes vers l'Indonésie se composent de produits de base comme les céréales, la pâte de bois, les combustibles minéraux, les matières plastiques et le soufre, et d'articles manufacturés comme des chaudières à vapeur, de la machinerie et des moteurs.
- Les ventes de services, en particulier les services de génie, constituent un autre élément assez important du commerce canadien avec l'Indonésie. Depuis le milieu des années 70, les sociétés canadiennes se sont ouvert des créneaux dans le secteur des pâtes et papiers, des services de cartographie, des services de télécommunications et des services environnementaux. On estime à 100 millions de dollars les exportations annuelles du Canada dans le secteur des services.
- Les principales importations en provenance de l'Indonésie sont les suivantes : chaussures, vêtements, contreplaqué, bois francs tropicaux, caoutchouc naturel, machinerie électrique, matériel et pièces électriques.
- On estimait les investissements directs cumulatifs du Canada en Indonésie à 3,5 milliards de dollars en 1993, plus que dans tout autre pays d'Asie du Sud-Est. La mine et la fonderie de l'Inco à Sulawesi en sont des éléments importants. Les sociétés canadiennes d'exploration, d'experts-conseils et de génie du secteur pétrolier et gazier sont très présentes dans ce pays.
- Les droits de la personne sont un élément important des relations entre le Canada et l'Indonésie. Le Canada a déjà exprimé ses préoccupations à ce sujet au cours de discussions bilatérales et multilatérales et il continuera de le faire.

Coopération en matière d'aide au développement

- C'est en 1954 que le Canada lança son programme d'aide au développement en Indonésie. Ce programme a pris de l'ampleur et il s'est précisé au fil des ans; il est en 1993-1994 d'une valeur de 36 millions de dollars. Y participent des organismes non gouvernementaux, des entreprises privées et des universités canadiennes.